Populations précarisées, COVID-19 et risques d'iniquités en santé: guide du réseau socio-sanitaire vaudois

Pr PATRICK BODENMANN^a, BRIGITTE PAHUD-VERMEULEN^b, LAURENCE BOUCHE^c, Dr JAVIER SANCHIS ZOZAYA^d, MURIELLE BAUERMEISTER^e et Dr AHMED BERZIG^f

Rev Med Suisse 2020; 16: xx

Depuis l'apparition de la pandémie du COVID-19, la Confédération évoque comme potentiellement à risque les «populations vulnérables» de plus de 65 ans et/ou présentant des comorbidités. Ce groupe ne doit pas «éclipser» d'autres populations en situation de grande vulnérabilité telles que les personnes issues de la migration forcée, celles privées de liberté, ainsi que les sans domicile fixe. Dans cet article qui se veut pratique, nous énumérons différentes populations marginalisées du canton de Vaud et les enjeux d'iniquités dans les soins dans le cadre de la pandémie; nous présentons également l'implémentation de procédures, parfois originales, toujours interprofessionnelles et interdisciplinaires, en précisant qui sont les partenaires et quelles sont les ressources pour les soignants de première ligne.

Left behind populations, COVID-19 and risks of health inequities: a guide of the local social-health network (Vaud, Switzerland)

Since the emergence of the COVID-19 pandemic, the Confederation has referred to «vulnerable populations» over the age of 65 and/or with co-morbidities as potentially at risk. This group should not overshadow other highly vulnerable populations such as forced migrants, people deprived of their liberty, and the homeless. In the context of the current pandemic, there is a risk of increasing inequities in care among these populations. In this practical article, we list the marginalized and disadvantaged left behind populations in the canton of Vaud and the issues of inequities in care in the context of the pandemic; we also present the implementation of procedures sometimes original, always inter-professional and interdisciplinary, specifying who the partners are and what the resources are for front-line caregivers.

aMédecin chef du Département Vulnérabilités et médecine sociale, Unisanté, Lausanne, titulaire de la Chaire de médecine des populations vulnérables (UNIL), 1011 Lausanne; brigitte Responsable administrative du Département Vulnérabilités et médecine sociale, Unisanté, 1011 Lausanne; Coirectrice des soins, Département Vulnérabilités et médecine sociale, Unisanté, 1011 Lausanne; d'Médecin associé, psychiatre, Unité de soins aux migrants, Département Vulnérabilités et médecine sociale, Unisanté, 1011 Lausanne; Cadre soignante et cheffe du secteur soins aux migrants, Département Vulnérabilités et médecine sociale, Unisanté, 1011 Lausanne; fMédecin cantonal adjoint auprès des populations vulnérables. État de Vaud patrick.bodenmann@unisante.ch | brigitte.pahud@unisante.ch laurence.bouche@unisante.ch | javier.sanchis-zozaya@unisante.ch murielle.bauermeister@unisante.ch | ahmed.berzig@vd.ch

CONTEXTE

Dans le cadre de pandémie du COVID-19, il y a un risque de majoration des iniquités des soins auprès de populations particulièrement précarisées.¹ Pour rappel l'équité des soins diffère de l'égalité et justifie l'attribution de ressources nécessaires en fonction du besoin. De plus, les iniquités des soins introduisent un jugement éthique et moral par rapport à ce qui est considéré comme évitable et injuste. Dans cet article qui se veut pratique pour les clinicien.ne.s de première ligne mais aussi utile pour les acteur.e.s de la santé publique, nous énumérons différentes populations marginalisées du canton de Vaud (3° canton le plus peuplé de Suisse avec près de 800000 habitants), les enjeux d'iniquités dans les soins² dans le cadre de la pandémie, et des solutions socio-sanitaires pour y faire face.

MIGRANTS FORCÉS

Requérant·e·s d'asile3-6

- Situation actuelle: 5500 requérants d'asile sur 12 foyers et plusieurs centaines d'appartements; quelques 700 personnes à risque selon les critères cliniques dont 150 dans des foyers (les autres se trouvant dans les appartements). Plus de 100 personnes confinées avec une vingtaine de situations confirmées, en date du 14 avril 2020.
- Risque d'iniquités dans les soins: difficultés d'accès à l'information et aux soins (interprétariat moins accessible, représentations culturelles de la maladie et notions de prévention différentes), d'autres problèmes prioritaires (santé mentale, obtention d'un permis); confinement dans un habitat favorisant la promiscuité.
- Implémentations: dans le cadre du réseau de santé des migrants (RESAMI), présence d'une vingtaine d'infirmiers-ières de première ligne du secteur soins aux migrants, supervisé-e-s par des médecins d'Unisanté, accompagnées par une équipe administrative ayant accès au dossier informatique des patients sur la cité hospitalière universitaire, et 150 médecins de premier recours (y compris pédiatres) travaillant en interdisciplinarité. Orientation de la santé publique vers un regroupement sur 2 foyers des personnes à risque afin de les protéger. Regroupement couplé d'un suivi par téléphone avec des interprètes et des équipes mobiles dans les foyers et les appartements. Suivi quotidien de la situation 7 jours sur 7. Avec l'EVAM (Établissement

1

Vaudois d'Accueil aux Migrants), création d'une procédure facilitant une approche intégrée sanitaire et sociale (interventions de soutien psychologique et d'accompagnement pour les requérants d'asile) visant à améliorer la dynamique de groupe face au stress.

Partenaires: EVAM.

Pour plus d'informations pratiques: www.resami.ch

Familles syriennes relocalisées7

- Situation actuelle: démarches dans la cadre de l'effort de relocalisation européen de familles syriennes particulièrement vulnérables (mandat du HCR) et au bénéfice d'un permis B. Pas de situation documentée de COVID-19 au 14 avril 2020. Consultations initiales maintenues pour l'instant pour toutes les familles, s'agissant de familles particulièrement fragiles sur le plan médical.
- Risque d'iniquités dans les soins: communication difficile du fait de la langue, incompréhension d'un système sanitaire complexe, et difficulté à naviguer parmi les différents acteurs de la santé (notamment lieu de prise en charge des enfants).
- Implémentation: existence d'une Consultation Famille où les parents sont pris en charge par des médecins d'Unisanté, les enfants par des médecins de l'Hôpital de l'Enfance (HEL), accompagnés par une infirmière en pédiatrie pour les soins. Consultation coordonnée par une équipe administrative à Unisanté; intervention d'interprètes communautaires et de coachs arabophones facilitant les démarches sanitaires et sociales. Familles logées dans les foyers EVAM.
- Partenaires: EVAM (hébergement), CSIR Centre Social d'Intégration des Réfugiés (logement, scolarisation, démarches pour l'obtention d'un permis B), HEL (soins).

Pour plus d'informations pratiques: www.evam.ch; CSIR: 021-316 03 80

Victimes de traite et d'exploitation8,9

- Situation actuelle: depuis 2015, l'Association Astrée prend en charge les personnes victimes de la traite des êtres humains; en 2019, 63 victimes de la traite (58 femmes, essentiellement du Nigeria, du Cameroun et du Congo) ont été prises en charge, et 29 victimes ont été hébergées et protégées. Pas de situation documentée à ce jour.
- Risque d'iniquités dans les soins: jusqu'en 2019, pas de service sanitaire spécifique avec risque de difficultés d'accès au système de soins et méconnaissance des acteurs sanitaires de la réalité de la traite (santé mentale, infections sexuellement transmissibles); le COVID-19 peut ne pas être une priorité pour ces personnes. Difficulté de confinement en fover.
- Implémentation: consultation ad hoc sur place et dans un emplacement sanitaire proche, par une infirmière du secteur soins aux migrants secondée par une médecin cheffe de clinique. Si besoin, consultations de psychiatrie transculturelle. Mise en place d'une procédure Unisanté-Astrée.
- Partenaires: Astrée: Association de soutien aux victimes de traite et d'exploitation; lieu de consultation de Béthusy.

Pour plus d'informations pratiques: www.astree.ch; Consultation de Béthusy: 079-556 28 38; dvms.usmi.liaison@unisante.ch

Travailleuses du sexe10

- Situation actuelle: pas de situation documentée à ce jour.
- Risque d'iniquités dans les soins: difficultés d'accès à un système de soins qui hors crise sanitaire est peu adapté à leurs spécificités (santé mentale, dépendances, infections sexuellement transmissibles, dans un contexte social très précaire); statut administratif incertain et absence d'assurance maladie pour beaucoup.
- Implémentation: actuellement, les interventions communautaires (Permances santé et visites de salon) sont suspendues (plan de continuité du partenaire Unisanté).
 L'association Fleur de Pavé peut en tout temps contacter Unisanté et son unité VISTA, notamment pour des questions en lien avec le COVID.
- Partenaires: Fleur de Pavé.

Pour plus d'informations pratiques: www.fleurdepave.ch

Sans papiers^{11,12}

- Situation actuelle: présence de COVID très difficile à évaluer.
 Selon la Fondation point d'Eau de Lausanne, plusieurs situations supectes cliniquement, personnes confinées mais non frottées car pas de critères cliniques chez une population plutôt jeune et en bonne santé.
- Risque d'iniquités dans les soins: accessibilité lors d'urgences actuellement garantie dans le canton de Vaud; probabilité que cette population, plus craintive de par son absence de statut résidentiel, consulte peu sauf si des complications apparaissent. Accès à l'information compromis dû à une méconnaissance du français et/ou à une faible littératie en santé.
- *Implémentation*: à ce jour pas de nouveau dispositif hormis le Point d'Eau de Lausanne et Unisanté (le CHUV si nécessaire).
- Partenaires: point d'Eau de Lausanne.

Pour plus d'informations pratiques: www.pointdeau-lausanne.ch; 021-626 26 44; info@pointdeau-lausanne.ch

PERSONNES PRIVÉES DE LIBERTÉ 13-15

- Situation actuelle: environ 1000 personnes privées de liberté dans le canton de Vaud réparties sur 6 sites. Prise en charge intégrée, somato-psychiatrique et médico-infirmière. 5 cas positifs à ce jour, dont 2 agents de détention, 1 médecin, 1 infirmière et 1 ergothérapeute. Une dizaine de confinements pour situations suspectes dont cinq testées négativement.
- Risque d'iniquités dans les soins: confinement naturel du lieu renforcé par des mesures d'isolement intra-carcérale; adaptation des droits habituels (visites, sport en salle, ateliers de travail, etc.) et diminution des consultants externes non urgents (médecins spécialistes, physiothérapie, dentiste, podologie) ce qui peut avoir une incidence sur la

- santé physique et mentale. À terme, risque de décompensation psychologique et de violences.
- *Implémentation*: procédures *ad hoc* favorisant une collaboration sanitaire-sécuritaire adaptée à la situation. Mesures renforcées de confinement avec prise de température et questionnaire COVID-19 à toute personne entrante. Mesures compensatoires au confinement telles qu'accès plus important au téléphone, à la réception de colis.
- *Partenaires*: Département de psychiatrie du CHUV, Service Pénitentiaire (SPEN).

Pour plus d'informations pratiques: Service de médecine et psychiatrie pénitentiaires (SMPP) Prilly, 021-314 18 60; Service pénitentaire (SPEN) Penthalaz; 021-316 38 80

PERSONNES SANS DOMICILE FIXE16,17

- Situation actuelle: quelques 250 SDF dans le grand Lausanne, Vevey, Yverdon. À Lausanne, 5 structures nocturnes où séjournent la nuit quelques 150 personnes, 1 structure à Vevey et Yverdon (où séjournent environ 40 personnes).
- Risque d'iniquités dans les soins: méconnaissance du réseau sanitaire, crainte et vécus souvent insatisfaisants de la qualité des soins prodigués. Impossibilité de confinement dans les 7 structures ad hoc durant la journée. Absence d'assurance maladie.
- Implémentation: coordination entre la ville de Lausanne, l'Office du médecin cantonal, la Protection Civile et Unisanté autour d'une structure nouvelle (Aile est bâtiment de la Pontaise (BAP)) pour les personnes SDF Corona-positives, celles qui attendent le résultat du test et celles qui sont en quarantaine. Agrandissement des structures nocturnes avec maintien de la distance sociale (une centaine de nouvelles places). Aspects sanitaires assurés par une infirmière du secteur soins aux migrants sous supervision médicale.
- Partenaires: Ville de Lausanne, Protection civile, Office du médecin cantonal

Pour plus d'informations pratiques: Service social Lausanne, Place Chauderon 7, 5° étage, Dispositif aide sociale d'urgence, 021 315 72 18

CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS

Ces populations précarisées et marginalisées, souvent décrites comme «*left behind* » dans la littérature actuelle, sont à risque d'iniquité en particulier pour la prise en charge de l'infection au coronavirus. Dans le canton de Vaud, des dispositifs ont été mis en place, avec pour principales composantes l'interdisciplinarité et des infirmier.e.s de première ligne; ceci favorise la coordination entre les différents acteurs, la diffusion de l'information, et la mise en pratique des procédures de la Direction générale de la santé et de l'Office du Médecin cantonal.

Afin de pouvoir mieux communiquer, une hotline répondant spécifiquement aux questions cantonales sur ces populations a été mise en place dès le 30 mars 2020 (Bureau populations précarisées: 021 314 96 97); une *pocket card* (**figure 1**) résume les coordonnées des structures et personnes ressources.

FIG 1

Pocket card avec les coordonnées des structures et personnes ressources

unisanté

Département Vulnérabilités et Médecine Sociales (DVMS)

COVID-19 - POPULATIONS PRÉCARISÉES

MIGRANTS FORCÉS





unisantė

Département Vulnérabilités et

COVID-19 - POPULATIONS PRÉCARISÉES

 PERSONNES PRIVÉES DE LIBERTÉ
 Pascale Beaupère
 079 556 28 10

 Robin Chénal
 079 556 28 71
 079 556 35 32

 Contact week-end :
 Pascale Beaupère
 079 556 28 10

PERSONNES SANS DOMICILE FIXE

Contact jours ouvrables + week-end : Equipe mobile USMI 079 556 90 03

HOTLINE BUREAU POPULATIONS PRÉCARISÉES

021 314 96 97

Lundi - Vendredi

08H00 - 17H00

info@resami.ch

REVUE MÉDICALE SUISSE

Conflit d'intérêts: Les auteurs n'ont déclaré aucun conflit d'intérêts en relation avec cet article.

Remerciements: pour la relecture de cet article: Dres L. Jaton, P. Beaupère, E. Dory, I. Hincu; Drs F. Vu, J. Blaser, C. Bondolfi, R.Chenal, B. Burguière, A. Béguelin et la Prof L. Bodenmann; pour l'effort clinique: tous les soignants, médecins, assistantes sociales et personnel administratif d'Unisanté et en particulier du Département Vulnérabilités et médecine sociale; pour les efforts de coordination: les partenaires cités ainsi que l'Office du médecin cantonal, la Direction Générale de la Santé, le Département de la Santé et de l'Action Sociale

IMPLICATIONS PRATIQUES

À faire:

- Privilégier l'interdisciplinarité, la présence d'infirmier.e.s de première ligne, la communication avec des partenaires non sanitaires parfois très inquiets par cette pandémie
- Veiller à la gestion du stress des personnes en hébergement collectif

À éviter:

- Considérer que le seul savoir médical est suffisant
- Ne pas communiquer quotidiennement avec l'ensemble des partenaires

- 1 Beech H, Hubbard B. Unprepared for the Worst: World's most Vulnerable Brace for Virus. The New York times, march 26.2020, https://www.nytimes. com/2020/03/26/world/asia/coronavirusrefugees-camps-bangladesh.html
- 2 Levesque J-F et al. Patient-centred access to health care: conceptualizing access at the interface of health systems and populations. International Journal for Equity in Health 2013, 12:18, https://equityhealthj.biomedcentral.com/track/pdf/10.1186/1475-9276-12-18
- 3 Soins médicaux pour les requérants d'asile dans les centres de la Confédération et les centres d'hébergement collectifs cantonaux. OFSP, 2017, file:///C:/Users/csanmigu/Downloads/konzept-bagsem-de.pdf
- 4 Une unité dédiée à la santé des réfu-

- giés et migrants. UNHCR, 2019. unhcr. org/dach/ch-fr/37157-une-unite-dediee-a-la-sante-des-refugies-et-migrants.html 5 Vince G. The world's largest refugee camp prepares for covid-19. BMJ 2020;368:m1205 doi: 10.1136/bmj.m1205, https://www.bmj.com/content/bmj/368/bmj.m1205.full.pdf
- 6 https://asile.ch/2020/03/31/covid-19-lalutte-contre-la-pandemie-dans-les-foyerspour-requerants-dasile-passe-par-linformation/
- 7 EL Ghaziri N et al. Protocol of a longitudinal study on the specific needs of Syrian refugee families in Switzerland. BMC International Health and Human Rights (2019) 19:32, https://bmcinthealthhumrights.biomedeentral.com/track/pdf/10.1186/s12914-

019-0216-4

- 8 Rapport d'activité 2019 ASTRÉE Association de soutien aux victimes de traite et d'exploitation
- 9 Restauri P. Médecins des urgences de la cité hospitalière lausannoise face à la traîte humaine. Travail de Maîtrise, 2019 10 Rapport annuel 2019. Fleur de Pavé, Lausanne
- 11 Rapport annuel 2019. Point d'Eau Lausanne
- 12 Page KR. Undocumented U.S. Immigrants and Covid-19. NEJM, March 27, 2020. nejm.org/doi/full/10.1056/
 NEJMp2005953?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed
- 13 LCI groupe TF1. Le coronavirus à l'origine d'une montée des tensions dans les prisons: https://www.lci.fr/population/ le-coronavirus-covid-19-pandemie-confi-

- nement-mutineries-a-l-origine-d-unemontee-des-tensions-dans-les-prisons-2148831.html
- 14 Le Monde. Coronavirus: en Italie, la révolte des prisons: https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/19/ coronavirus-la-revolte-des-prisons-italiennes_6033608_3210.html
- 15 Face au virus, des prisons submergées. Le Temps, 1er avril 2020
- 16 Jackson Y et al. Santé et soins des personnes sans abri. 2018, Chapitre 2.7 du Livre Vulnérabilités, équité et santé. RMS Editions.
- 17 Tsai J et al. COVID-19: a potential public health problem for homeless populations. The Lancet, March 2020, https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii = \$2468-2667%2820%2930053-0